Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 48 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10*

15 - 22 décembre 2021

SELON LE JOURNAL THE NEW YORK TIMES

Jovenel Moïse assassiné par des trafiquants de drogue

L'organe de presse est-il instrumentalisé par ses sources ?

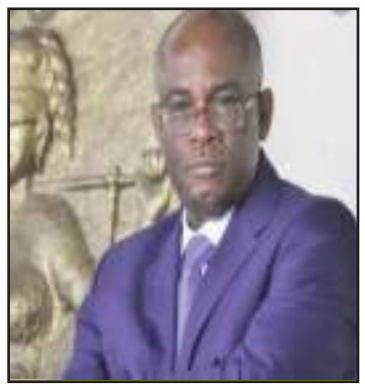
Par Léo Joseph

Le journal *The New York Times*, dans son édition dominicale, présente un long article dans lequel des individus qui étaient proches à Jovenel Moïse, des hommes politiques ainsi que des gens d'affaires sont accusés d'avoir orchestré son assassinat. Une enquête exhaustive menée sur le terrain, en Haïti ayant conduit des journalistes américains d'investigation, dans huit départements du pays, attire l'attention presque exclusivement sur Joseph Michel Martelly et sa famille comme étant à l'origine du crime perpétré contre le président de facto succombé sous les balles d'un commando, dans la chambre de sa résidentielle privée, à Pèlerin 5, dans les hauteurs de Pétion-Ville.

Maria Abi-Habib, correspondante du New York Times, pour l'Amérique Latine et la Caraïbe, s'est évertuée, dans son article, à démontrer que, au petit jour, le 7 juillet, Jovenel Moïse a succombé sous les balles d'un commando composé de mercenaires colombiens et de conspirateurs américains d'origine haïtienne, de concert avec des membres du personnel de sécurité de la victime, dirigé par Dimitry Hérard, chef de la Brigade de sécurité du Palais national. Homme de confiance du président musicien, qui était attaché à sa sécurité, Hérard a été glissé dans les jambes de Moïse, par Martelly, afin de contrôler ses moindres gestes. Sachant que celui-là est la personne, à part Evinx Daniel (six pieds sous terre depuis plus de sept ans), la plus savamment informée de ses activités illicites, mais surtout celles liées au trafic de stupéfiants, avait fait de lui bonne garde de l'homme banane (Nèg Bannann nan).

Mais tout en félicitant Mme Abi-Habib d'avoir mené une enquête exhaustive l'ayant conduit dans huit départements ministériels d'Haïti, en sus d'interviewer plus de six douzaines de personnes, en vue de « *déterrer la vérité* », mais il semble qu'elle soit satisfaite de son travail, bien qu'elle se soit, à l'analyse, « *laissé manipuler* » par certaines des personnes interrogées, car voulant orienter son article dans le sens des intérêts du secteur voulant blanchir le président défunt de facto. Dans cette catégorie s'alignent les hommes

Jovenel Moïse aux trousses de compagnons assasssins, qui pourraient être les siens.



Monferrier Dorval, lentement, mais sûrement, justice s'amène.

Suite en page 2

L'AMBASSADEUR KENNETH MERTEN À L'ŒUVRE

Les États-Unis préconisent un « Accord des accords »

Mais... profil bas sur les négociations...

Par Léo Joseph

Après un long silence, au cours duquel il menait les consultations, dans la plus grande discrétion, Kenneth Merten a cru le moment venu de se lancer dans l'exécution de la mission qui lui a été confiée par Washington : aider les Haïtiens à naviguer entre les écueils des différentes tendances politiques, en vue d'arriver à accoucher d'un gouvernement de leur choix exclusif. Bien qu'il dise ne pas vouloir donner le ton des pourparlers inter-haïtiens, il ne cache pas la volonté de Washington de voir l'aboutissement d'une entente qui débouche sur un « *Accord des accords* ».

Selon toute vraisemblance, durant plus de trois mois depuis qu'il a été choisi comme chargé d'Affaires des États-Unis, en Haïti, l'ambassadeur Merten, qui n'ignorait pas l'animosité à son égard, qui flotte dans l'air, en Haït, en raison des « *péchés poli-*

Ambassadeur Kenneth Merten.

Suite en page 13

L'ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE

Claude Joseph n'a pas été auditionné

Claude joseph, neuf jours pour l'acheminement des documents relatifs à l'extradition de Samir Handal.

Ariel Henry, quelle décision attend Samir Handal, dans neuf jours.

L'ex-ministre des Affaires étrangères d'Haïti, qui a été convoqué par le juge d'instruction Gary Orélien, pour répondre à ses questions relatives à l'assassinat de Jovenele Moïse, n'a pas été auditionné. Le magistrat n'a pu mener cette procédure, en raison du grand nombre de personnes qui avaient envahi la salle d'audience.

En effet, à cause des dizaines de personnes présentes à cette convocation le juge d'instruction, M. Orélien, n'a pu interroger

Suite en page 13

HAPPENINGS!

An Analysis of a Bombshell article in The New York Times and apresentation at the Wilson Center

Joseph Michel Martelly

Jovenel Moïse

By Raymond Alcide Joseph

In reading this article, last Sunday, December 12, by Maria Abi-Habib in *The New York Times*, it appears that the assassination, in the wee hours, last July 7, of Haitian de facto President Jovenel Moïse in the bedroom of his heavily secured residence in an

Continued on page 7

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 2

SELON LE JOURNAL THE NEW YORK TIMES
Jovenel Moïse assassiné par des trafiquants de drogue
L'organe de presse est-il instrumentalisé par ses sources ?

Suite de la page 1

catégorie s'alignent les hommes et femmes qui veulent édulcorer la conversation tenue à l'égard de ce dernier l'associant au secteur mafieux et faisant état de ses accointances avec des personnes évoluant dans le monde des trafiquants de drogue.

Depuis la publication de l'article sur Haïti relatif à « *une liste de trafiquants de drogue* », que Jovenel Moïse dressait, pour être livrée aux Américains, la thèse selon laquelle « *Michel Martelly*» et son « beau-frère Charles Saint-Rémy », dit Kiko, sont en instance d'être arrêtés par la justice américaine. Toutefois, nonobstant l'intensité de l'enquête qu'a menée la correspondante du *New York Times* et les différentes situations qu'elle a exposées à ses lecteurs, Jovenel Moïse reste un trafiquant dont le rôle n'a changé qu'après son accession à la présidence. À l'instar de son prédécesseur et mentor, lui-même grand trafiquant de drogue devant l'Éternel, devenu « *irréprochable* », dès qu'il a pris logement au Palais national, Moïse peut avoir eu des démêlés avec des anciens amis, partenaires politiques, voire des citoyens, comme eux, du même monde interlope, dans ce cas, si son assassinat est attribué à ce monde, il serait victime. Alors donc, règlement de compte entre

Michel Martelly, la théorie d'assassinat se précise.

des membres de la mafia au pouvoir, à la faveur des régimes PHTKistes.

La crédulité de Maria Abi-Habib perce à jour

Grâce à l'article de Marie Abi-Habib, est exposée la prise du pouvoir par la mafia en Haïti. Mais, dans la foulée, l'auteure laisse des zones d'ombre, notamment, une volonté à peine voilée de blanchir Jovenel Moïse, sinon à lui aménager des circonstances atténuantes. Autrement dit, la correspondante du New York Times affiche sa crédulité, car ayant, en quelque sorte, accrédité la version des faits relatifs au comportement du président de facto au pouvoir et avant de prendre logement au Palais national. Les PHTKistes et jovenelistes tentent de faire de lui l'envers de ce qu'il est en réalité, le présentant comme un « *homme d'État modèle* », certains d'entre eux allant jusqu'à le brandir comme un héros. Mais, entre Martelly et lui, on ne sait pas lequel des deux a initié l'autre dans le trafic de drogue. En tout cas, ces deux hommes se sont tous les deux acoquinés avec des dealers de drogue, ayant même fait des partenaires en affaires avec eux, avant même qu'ils ne deviennent des politiciens.

Evinx Daniel, qui était identifié comme un trafiquant de drogue par la « *Drug Enforcement Administration* » (DEA), dont les agents étaient déployés sur le terrain, en Haïti, avait développé des relations de proximité avec Jovenel Moïse qui, à son tour, opérait, main dans la main, avec les dealers de drogue. Dans la mesure où les régions du Nord-Ouest s'était transformée en lieux d'accueil

Kiko Saint-Rémy, le moment approche, l'art de se cacher en passe de devenir une nécessité.

privilégiés d'avions en provenance d'Amérique du Sud (Colombie, Panama et Venezuela) effectuant des débarquements clandestins de stupéfiants, le futur président entretenait des relations d'amitié et d'affaires avec les trafiquants de drogue. Une de ses plus proches collaboratrice, Magalie Habitant, de surcroît sa bailleuse de fonds, d'abord, pour affaires, plus tard, pour financer ses activités politiques, deviendra la secrétaire générale du Service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS), choix qu'avait fait la première dame, Martine Moïse Étienne Joseph Moïse.

En effet, après avoir exploité les ressources administratives et infrastructurelles de la présidence, pour faire fructifier ses entreprises illégales et illicites, Joseph Martelly avait décidé de s'organiser en vue de faire durer son emprise sur les institutions politiques et administratives d'Haïti.

Prenons le cas d'Evinx Daniel, propriétaire du restaurant/hôtel Dan's Creek, à Port-au-Salut, village situé à quelques trente kilomètres au sud de la ville des Cayes, dans le sud du pays. Impliqué dans le lotissement d'une vaste propriété bordant la plage, qui attirait la clientèle, Michel Martelly, qui avait, lui-même, fait l'acquisition d'une propriété,

Suite en page 5

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES

Catastrophes en Haïti et aux Ētats-Unis : Plus de 60 morts en Haïti, au moins 80 aux Ē.U

C'est la désolation au Cap-Haïtien, la deuxième ville de la nation, le théâtre, dans la soirée du lundi au mardi (13-14 décembre), d'un incendie vorace causé par l'explosion d'un camion-citerne, qui transportait du carburant. Selon les derniers rapports de presse, hier, mardi après-midi, une soixantaine de mortalités ont été recensés. Les blessés sont nombreux.

Scène de destruction, à Mayfield, Kentuckey capturées par une vidéo.

Le Premier ministre de facto, accompagné d'autres personnalités officielles, a fait le déplacement au Cap, en signe de solidarité envers les familles — ainsi qu'à la cité christophienne — tant éprouvées. Il a aussi décrété trois jours de deuil national en mémoire des victimes.

Dans le milieu de l'État d'Illinois, les tornades atterrissent en tandem.

Selon les informations obtenues, l'accident est survenu, quand un camion-citerne, transportant 9 000 gallons de carburant a fait naufrage dans un quartier de la ville. S'agissait-il d'un accident prémédité ? Car, les riverains se sont vite mobilisés armés de leurs vaisseaux pour faire le plein. Sans doute, quelqu'un, qui aurait allumé une cigarette ou une pipe, ignorant l'effet d'une flamme, si petite soit-elle, face à la gazoline, aurait déclenché l'incendie. Jamais on ne le saura !

En tout cas, cette affaire doit être considérée comme le premier fléau faisant suite à la décision du gouvernement de facto d'Ariel Henry d'augmenter démesurément le prix du carburent (gazoline, diesel et kérosène). Les gens, en désespoir, se débrouillent de toute façon pour s'approvisionner au précieux liquide *(Voir les éditoriaux, en français et en anglais, aux pages 10 et 11, pour une analyse bien documentée de cette décision inopportune qui aura encore d'autres répercussions inattendues).*

Six états des 50 de l'Union victimes la fureur d'ouragans tourbillonnants, qui ont fauché plus de 80 vies. C'est au cours du weekend, soit vendredi et samedi, 10 et 11 décembre, que les tornades se sont abattues sur le états suivants, par ordre alphabétique : Arkansas, Illinois, Kentucky, Misouri, Mississippi et Tennessee.

Mais c'est l'état du Kentucky qui a été le plus dévasté, tant en vies humaines qu'édifices détruits, ainsi que des maisons. Des 84 mortalités recensées, jusqu'à hier, mardi 14 décembre, 74 étaient dans le Kentucky où, selon le gouverneur Andy Beshear, les larmes aux yeux, a laissé entendre qu'outre ceux qui sont morts, on compte environ une centaine de disparus. « *Jamais dans l'histoire de notre état nous n'avons eu pareille expérience* », a-t-il dit au journaliste vedette de la chaîne ABC, David Muir, qui avait mobilisé, durant deux jours, presque toute l'équipe de l'émission « *Evening News* », très prisée clôturant la journée, dans le Kentucky. Tous habillés en tenue de campagne, les reporters ont fait un travail colossal, tenant la nation — et le monde entier —, informés du déroulement de l'événement sinistre, à la minute près.

Le président Joe Biden a vite déclaré l'état d'urgence, afin de venir en aide aux sinistrés des états dévastés. Mais, dans le cas du Kentucky, aujourd'hui, mercredi 15 décembre, il y fait le déplacement en guise de solidarité envers les citoyens de cet état tant éprouvé, pour annoncer aux résidents ce qu'il propose en vue d'un programme de reconstruction.

***Du « Sommet sur la démocratie » (Democracy Summit) du président Biden, on retient au moins une noble initiative.** Tel qu'annoncé dans la précédente édition, les jeudi et vendredi (9-10 décembre), a eu lieu cette conférence virtuelle à laquelle ont été invités 111 pays, Haïti faisant partie des États exclus. Les sujets en discussion étaient les suivants : « *Défense contre la montée de l'autoritarisme, la lutte contre la corruption, la promotion et le respect des droits humains* ».

Un village, à Kentuckey, quasiment détruit par une tornade meurtrière.

Dans l'État d'Illinois, un dépôt de la compagnie Amazone ou 6 personnes ont trouvé la mort.

La secrétaire du Trésor, Janet Yellen, aura fait une déclaration, jeudi, 9 décembre, lors de la première journée de la conférence, qui fera réfléchir les corrupteurs et corrompus, jouissant de l'impunité ici et là.

« *Le département du Trésor américain* », affirme-t-elle « *doit jouer un rôle majeur pour combattre la corruption au pays et à l'étranger* ». Dans cette optique, elle a fait savoir que le « *Fonds de la cleptocracie est créé pour récompenser ceux qui fourniront des 'tuyax' (aideront à signaler) là où des leaders corrompus de pays étrangers ont leurs magots aux Ētats-Unis* » et ailleurs, sans doute.

Comme disait le président Élie Lescot d'Haïti : « *le monde entier est averti* », y compris nos corrompus et corrupteurs d'Haïti. Enfin, de gros bonnets nous rejoignent dans la lutte longtemps enclenchée pour extirper ce fléau de l'administration haïtienne. Car, comme nous ne cessons de le dire, « *outre le gangstérisme, la corruption et l'impunité sont les deux fléaux à qui imputer la situation actuelle du pays* ».

Pierre Quiroule II
15 décembre 2021
raljo31@yahoo.com

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca
Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 4

Fondation Mémoire à l'honneur en Argentine

Pendant qu'à Washington, le président Joseph Biden, à la faveur du Jour international des drois humains, lançait son « Sommet sur la démocratie, à Buenos Aires, en Argentine, la Fondation Mémoire d'Haïti, qui maintient le flambeau pour que ne soient pas oubliés les méfaits de la dictature presque trentenaire des Duvalier, était à l'honneur, via une de ses membres clés, Marie-Marguerite B. Clérié. Veuillez lire, ci-dessous, son discours à l'occasion :

Son Excellence M. Santiago Cafiero,
Chancelier de la République Argentine
Mme Isabel Mignone

Distingués invités

Avec fierté et grande émotion, je reçois aujourd'hui, ici, en Argentine, aux noms de la Fondation Devoir de Mémoire-Haïti, et du Réseau Latino-Américain et Caraïbéen dont mon pays fait partie, le prix Emilio Fermin Mignone des droits humains. La grande famille de la Coalition Internationale des Sites de Conscience a accueilli la Fondation haïtienne, l'a encouragée, guidée. Elle est l'initiatrice de ce grand moment que nous partageons présentement.

Le vaste Oiseau, tout plein d'une morne indolence,
Regarde l'Amérique et l'espace en silence…
« Le sommeil du Condor », (Charles-Marie Leconte de Lisle, 1858.).

Plus d'un siècle plus tard, cet oiseau de proie donne son nom et son immense cruauté à une vaste opération de terrorisme d'état. Sont ciblés les nationalistes, les résistants ou de simples citoyennes et citoyens de nos pays d'Amérique du Sud, d'Amérique Centrale et des

Caraïbes. Les dictatures instruites au combat contre le communisme, détiennent le droit de vie et de mort imposé de main de fer sur leurs populations respectives. Nos pays ont ainsi connu le pire, ils luttent encore pour que chaque être humain soit respecté et ses droits protégés. Plus aucun condor survolant nos cieux, une nouvelle ère de concorde et de respect mutuel doit insuffler les relations entre les nations, entre les hommes.

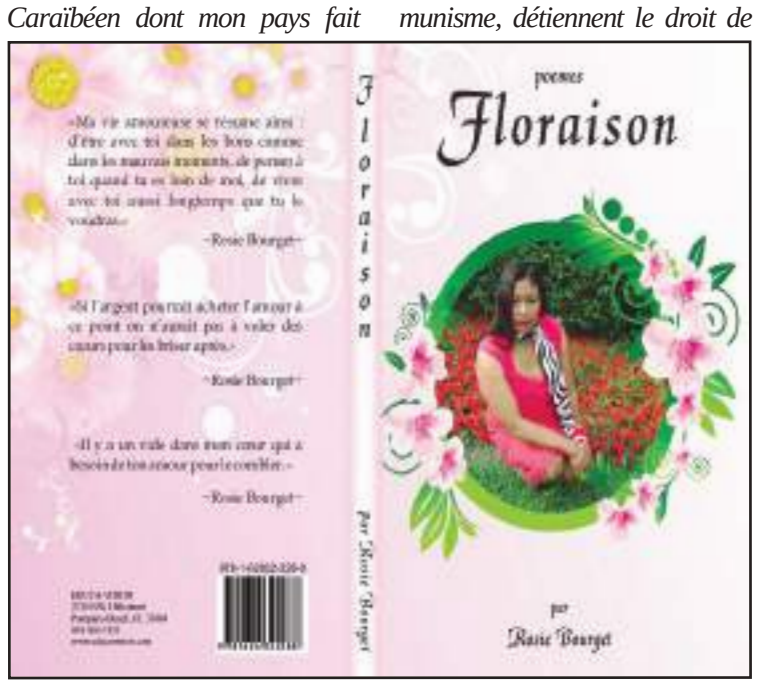
Trente-cinq ans après la chute de la dictature, Haïti reste encore le pays de la mémoire endormie. La nation n'arrive toujours pas à regarder en face son passé tragique et toujours douloureux. La Fondation Devoir de Mémoire-Haïti, travaille d'arrache-pied pour que le pays prenne connaissance des faits et des gens qui ont endeuillés les familles, qu'il s'approprie sans parti pris de son passé, rejette ces pratiques dégradantes et qu'enfin la nation se réconcilie avec elle-même.

Le prix Emilio Fermin Mignone offre à la Fondation une reconnaissance au-delà de nos frontières. Chaque haïtienne, chaque haïtien y verra que la tragédie de la dictature ne se circonscrivait pas à l'intérieur de ses limites territoriales. D'autres pays, d'autres êtres humains l'ont endurée comme nous. Avec nos camarades et partenaires du Sud, nous la rejetons. Battons-nous encore et toujours pour que plus jamais, nos peuples ne subissent de telles douleurs, de telles humiliations.

En recevant cette distinction, je pense particulièrement à ce militaire, cet ingénieur… simplement ce père, le mien. Ses soucis premiers, comme ceux de milliers d'autres haïtiennes et haïtiens ont toujours été le bien-être et la sécurité de leur famille. Je m'imagine son désarroi quand les sbires de la mort l'ont emporté. Aurais-je pu le protéger ce jour-là?

Du fond de mon cœur me parvient la douleur d'Emilio Fermin Mignone. Il a vu partir Mónica Maria Candelaria enlevée par des commandos militaires sachant que son pays disposait d'un système judiciaire digne de ce nom. Sa fille a disparu pour toujours comme des milliers de citoyennes et citoyens d'Argentine, du Chili, du Paraguay, d'Haïti, et cetera…
Ce drame familial ne l'a pas entraîné vers l'aigreur gratuite du sentiment de vengeance, mais a renforcé plutôt, sa détermination de toujours servir son pays et le respect des droits inaliénables de la personne humaine.
C'est ce modèle de vie qu'aujourd'hui la République Argentine et la famille d'Emilio Fermin Mignone offrent à la Fondation Devoir de Mémoire-Haïti. En les remerciant chaudement de rapprocher nos deux pays et organisations, je m'engage au titre de ma reconnaissance, à continuer le combat pour que Haïti comme les gouvernements à l'échelle mondiale, garantissent la dignité, l'autodétermination des peuples et le strict respect des droits de l'homme, à l'exemple d'Emilio Fermin Mignone.

Marie-Marguerite B. Clérié,
Buenos Aires, 9 décembre 2021



DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 5

SELON LE JOURNAL THE NEW YORK TIMES

Jovenel Moïse assassiné par des trafiquants de drogue

L'organe de presse est-il instrumentalisé par ses sources ?

Suite de la page 2

été, s'était imposé comme investisseur à Daniel, dans l'immobilier. Trafiquant de drogue patenté, il était devenu, le plus naturellement du monde, partenaire du musicien du compas dans ce commerce illicite.

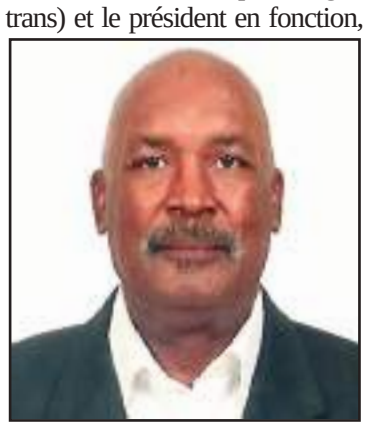
Un jour, après avoir récupéré des sacs mixtes de cocaïne, d'héroïne et de marijuana, qu'avait largué un avion inconnu (probablement provenant d'Amérique centrale), Evinx Daniel, s'était arrangé pour mettre les autorités policières des Cayes au courant de cet incident, ayant opté pour remettre seulement les sacs de marijuana aux forces de l'ordre. Mais pas avant d'avoir enterré la cocaïne et l'héroïne qu'il avait recouvrées.

Soupçonnant que ce geste de Daniel faisait suite à une opération de récupération de drogues, le commissaire du gouvernement des Cayes, Jean-Marie Junior Salomon, l'a mis en état d'arrestation. Le prévenu a fait un appel téléphonique à son ami (le président Michel Martelly) qui ordonna à son ministre de la Justice, Jean Renel Sanon de libérer Evinx Daniel « *immédiatement* ».

Il faut signaler que la cocaïne qu'avait enterrée Daniel sur sa propriété — et qui appartenait au président Martelly — était transportée dans le Nord-Ouest. L'avion qui en assurait le transport a fait un atterrissage forcé à Savane Diane, lieu où de tels débarquements sont régulièrement effectués.

Parlant de débarquement, cela nécessite des pistes d'atterrissage clandestines. Jovenel Moïse, dont ont fait croire qu'il s'appliquait à détruire ces installations, ne touchait guère à celle qui se trouvait au cœur de sa plantation de banane. Les agents fédéraux avaient mené une enquête sur le champ de banane de Moïse ayant aussi photographié la piste. Donc pas question de dire que les autorités américaines ignoraient de tels faits.

Mais, avant même que Michel Martelly ne fasse choix de lui pour le succéder, à la présidence, Jovenel Moïse était le partenaire en affaires avec de gros trafiquants, Evinx Daniel (investisseur dans son entreprise Agritrans) et le président en fonction,



Evinx Daniel attend encore justice.

qui avait fait octroyer un prêt de USD 6 millions à cette société. Martelly étant l'associé de Charles (Kiko) Saint-Rémy, son beau-frère, celui-ci avait aussi des relations d'affaires avec le futur président, par association.

Par la suite, une fois que Michel Martelly avait déterminé que Evinx Daniel était un colis encombrant, il a décidé de le liquider physiquement. Il suspectait ce dernier de faire des rapports à son encontre, aux agents de la DEA. Le jour de sa mort, Evinx Daniel a été kidnappé et conduit dans la région de Marre Rouge, dans l'Artibonite, pour ne jamais retourner à sa famille. Parmi les personnes présentes à cette occasion, Kiko Saint-Rémy et Jovenel Moïse.

De toute évidence, trafiquant de drogue patenté, doublé d'un assassin, celui-ci est jugé le candidat idéal par Martelly pour le succéder au Palais national Celui-ci n'a jamais caché son intention d'œuvrer pour que le PHTK perdure au pouvoir. C'est donc dans ce contexte que le premier chef de gouvernement de Moïse, le Dr Jacques Guy Lafontant, a fait la déclaration suivante : « *Nous allons garder le pouvoir pour cinquante ans* ».

Jovenel Moïse est arrivé au pouvoir, dans la foulée du débarquement du Manzanares, bateau battant pavillon panaméen, qui avait débarqué, en avril 2015, au Terminal Varreux, plus de 3 000 kilos de cocaïne dissimulés à l'intérieur de sacs de sucre qu'avait commandés Marc Antoine Acra, via la Nabatco, la compagnie du groupe de même nom.

À part l'équipage du bateau, qui était emprisonné pendant quelques semaines, avant d'être libéré, des hommes assimilés au menu fretin étaient arrêtés et gardés longtemps en prison, après que la marchandise illicite eut été emportée, presqu'en tout, par le commandant de la Sécurité du Palais national, Dimitry Hérard, à la tête de policiers sous son commandement. On avait fini par savoir que ce dernier était en service commandé pour Kiko Saint-Rémy.

En tant que patron de la Nabatco et celui qui avait placé la commande du sucre, Marc

Suite en page 8

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lè yo fin ede lage peyi a nan tchoubounm, li tèt anba, men y ap di yo p ap mele nan zafè Ayiti, debouye n jan nou konnen !

Pa gen okenn pale andaki, nou pa ka nan diplomasi, lè peyi nou desann jouk nan bafon kote l ye jodi a. Se poutèt sa nou met tout kaka chat la deyò, devan je yo nan Wachintonn semèn pase a. Pa gen benyen kache lonbrik kounnye a, paske jwèt la make san toutbon.

Nan youn konferans «*virtuelle* », kivedi ki fèt sou entènèt san deplase sot lakay, òganizasyon ki rele *Wilson Center* nan kapital peyi Etazini, te envite 4 mounn yo kwè ki enpòtan pou patisipe nan youn diskisyon sou jan peyi Ayiti ap gouvènen. Sa te dire inèd tan, (1-2 zè nan laapremidi), mèkredi pase, ki te 8 desanm, jodi a fè egzaktemn 8 jou. Mwen menm, Raymond Joseph, ansyen anbasadè peyi Ayiti Ozetazini, te younn nan patisipan yo. Lòt yo se te Pamela White, ansyen anbasadè Etazini ann Ayiti (2012-2015), pwofesè Robert Fatton (Inivèsite Vijini) ak pwofesè Jorge Heine (Inivèsite Boston).

Tout bagay te anrejistre e mounn ki gen òdinatè (konpitè) osnon telefòn selilè entelijan ka suiv konvèsasyon an si y al sou entènèt jwenn sit *Wilson Center* a epi chache « *Haitian governance conversation* ». Si nou pa ka jwenn ni e nou ta renmen wè ak pwòp je nou jan sa te pase, nou ka toujou ekri m sou raljo31@yahoo.com, mwen ka voye l ban nou.

Antretan, mwen pral ban nou moso sou kijan m te dezabiye yo jansadwa. Epi pa gen pèsonn ki ka demanti m, menm lè "verite a boule", jan Anbasadè Pamela White te di, lè l te gen opòtinite pale apre m, paske se avè m konvèsasyon an te kòmanse. E se avè m yo te fini l. Dam nan konn sa l di a, paske kòm mwen deja mansionnen piwo a, se li men ki te anbasadè Etzini ann Ayiti, kòmanse 3 out (dawou) 2012 rive 6 oktòb 2015. Li te la lè sa ki bay tèt li non "Bandi Legal" la t ap monte gang yo.

Bon, mwen bay ase pou entwodiksyon, men fò m ajoute sa m te di anvan m te rantre nan sijè a menm. « *M ap mande eskiz alapapòt, paske se pa chapo diplomat la ki nan tèt mwen jodi a, m ap di sèten bagay ki ka pa fè sèten mounn plezi. Men m oblije di jan sa ye* ».

Men kèk verite ki te tonbe: Lè mounn pale de Ayiti kounnye a, se *« le chaos »*, yo di, ***peyi tèt anba,*** kote anyen pa mache byen. Men li pa t rive nan kondisyon sa a nan younn (1) ou de (2) jou. Gen youn bon bout tan li te pran wout la, anba je mesyedam yo ki te vin swadizan stabilize peyi a, demokratize l epi mete l

Profesè Jorge Heine

sou ray lajistis. Wi, se depi lane 2004, MINUSTHA (Misyon Nasyon Zini pou Stabilize Ayiti) te debake nan peyi a ak milye solda peyi plizyè peyi pou vin met lòd nan dezòd. Enben, yo lage kolera nan peyi a, ki touye

Profesè Robè Faton

plis pase 10 mil (10 000) Ayisyen, epi solda etranje yo kite youn bann ti mounn san papa nan fè kadejak, osnon lè yo bay youn ti malerèz 2 ou 3 dola pou fè sa pou yo fè a.

Nan lane 2017 lè MINUSTHA te di babay, se MINUJUSTH, pa MINIJIP non, men Misyon Nasyon Zini pou Jistis ann Ayiti, ki te pran manyèt la. Anvan lane a te fini, li pase misyon an bay BINUH (Bureau Intégré des Nations Unis en Haïti), ki la jouk kounnye. Se devan 2 grenn je yo tout dezòd la t ap devlope pou nou rive nan *peyi tèt anba* n ap konstate a. Epi nou pa ka bliye mesyedam CORE Group la, bann anbasadè peyi ki vrèman fè e defè ann Ayiti yo. Men yo : Etazini, Lafrans, Kanada, Lalmay. Lespay, Brezil ansanm ak reprezantan Õganizasyon sekretè jeneral Eta Ameriken (OEA), reprezantan sekretè jeneral Nasyon Zini (ONU) ak reprezanta Inyon Ewopeyèn (UE). Se devan yo tout « Bandi Legal » la (Michel/ Michael Joseph Martelly) te kòmanse òganize gang yo avèk sipò bra dwat li, ansyen Minis Afè Etranjè l la, ki te vin nonmen Premye Minis, Laurent Salvador Lamothe, Epi jodi a, se gang sa yo ki gen kontwòl anviwon 60 pou san (60 %) peyi a. Men kijan Ayiti vin youn peyi « *chaos* », youn *peyi tèt anba!*

Epi lè manda l te fini, Bandi Legal la te renmèt mayèt la bay « Nèg Bannann » nan, ki te pi fò nan move zafè pase nan plante bannann. Natirèlman, se kenbe Bandi Legal la te bay Nèg Bannann nan chita fotèy la pou li, jiskaske l tounen pran pouvwa l apre 5 an. Ann alan, Bandi legal la te pase gang li yo bay ti sèvitè l la, ki te vin ba yo plis pouvwa toujou. Okontrè, yo vin gen « Federasyon Gang » avèk kòmandan Jimmy Chérizier, ke nou tout konnen sou bon non l Barbecue (Babekyou). Ansyen polisye ki vin tounen chèf gang, Babekyou monte youn ekip espesyal li rele «Lafanmi G-9 ak Alye » ki anrejistre nan Ministè Afè sosyal ak Travay kòm òganizasyon byenfezans, kivedi li ka jwenn lajan nan men gouvènman pou fè bonjan travay pou ede ti malere. Epi kilès ki bat bravo pou prezidan Moyiz pou bèl reyalizzasyon « Gang federe » sa a ? Madan Ruth Helen Meagher La Lime, chèf BINUH. Kivedi Nasyon Zini nan kesyon gang nan tou? Men kijan Ayiti vin tounen youn *peyi tèt anba!*

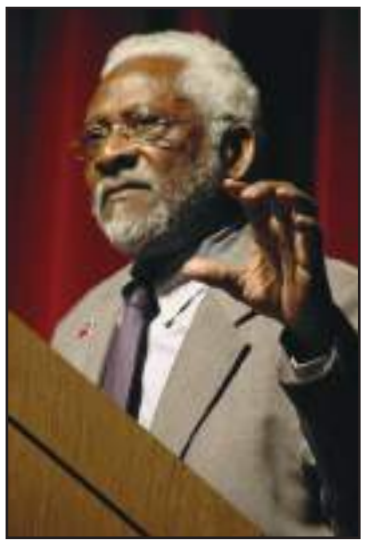
Alò, nou di nou pa ka konprann apre tout otorite ke yo rele kominote entènasyonal la fin ranje ak youn bann atoufè e malfetè ann Ayiti pou mete peyi a kote l ye a, pou otorite ameriken, ki konplis nan kesyon an, vin pran pòz yo pa konnen sa k pou fèt ann Ayiti. Nou tande sa prezidan yo a, Joseph « Joe » Biden, di : « *Se Ayisyen ki pou regle zafè yo jan yo konnen !* »

M ap ban nou plis pase sa m te di, paske jan pawòl la di « *en mangeant l'appétit vient* ». Wi, pandan m ap ekri, mwen ka ajoute sou sa m te di yo, paske mwen gen plis pase 6 a 7 minit, mezi yo te ban m pou m pale.

Oke! Gade kijan 16 desanm nan, demen si Dye ve, ap fè 2 mwa, jou pou jou, depi gang « *400 Mawozo* » kidnape 17 misyonnè, 16 Ameriken ak youn Kanadyen. Chèf yo a, Wilson Joseph, osnon *Lanmò Sanjou*, san okenn mas nan figi l, byen awogan, li mande 17 milyon dola pou lage yo, menm 5 ti mounn anba zaj, ak youn ki te gen 8 mwa, lè yo te kidnape l la.

Rive dimanch semèn pase anwo (5 desanm) 5 ladan yo te jwenn liberasyon yo, men 12 toujou nan men bandi legal yo, ki te pwonmèt fiziye yo, amwens yo touche sa *Lanmò Sanjou* mande a. Jiskaprezan, nou pa janm konnen ni non sa k te lage yo, ni okenn esplikasyon pa bay kijan yo jwenn liberasyon yo.

Poutan, selon sa ofisyèl gouvènman ameriken di, se chak jou yo bay prezidan Biden youn rapò sou sitiyasyon sitwayen l yo ki nan men kidnapè ann Ayiti. Kivedi menm prezidan ameriken an pa ka fè sa l vle ak kidnapè ann Ayiti. Bandi gen plis pouvwa ann Ayiti pase otorite Ayisyen yo. Yo pa respekte gwo anbasadè tankou chaje Dafè Kenneth



Ambasadè Remon Jozèf

Merten, ki vin tounen pran plas li ann Ayiti apre l te fin ede mete Bandi Legal la opouvwa nan lane 2011 epi l te rantre vin pran youn plas direktè nan Deparman Deta. Kifè gang, ti bandi legal ki vin tounen gwo bandi gen plis otorite pase ni otorite ayisyen yo, ni diplomat peyi Gwo Zetwal la, menm prezidan Gwo Zetwl la blije fè bèkatè. Men kijan Ayiti vin tounen youn *peyi tèt anba !*

Nou di pou peyi Ayiti soti nan sitiyasyon li ye a, premye bagay ki pou fèt se regle kesyon gang sa a. Nou pa kwè Premye minis Ariel Henry ka fè djòb la. Bagay ki pi rèd, rive 7 fevriye 2022, nan 7 semèn konsa, manda Jovnèl Moyiz te vòlò a, pou youn lane diplis, pral bout. Kivedi manda Premye minis li a pral bout tou.

Alò, nou di fòk sosyete sivil ak sektè politik, relijye e lòt ankò, ki deja gen youn bon antant, prepare yo pou yo met youn gouvènman tranzisyon sou pye ak sitwayen onèt ki pral travay pou fini avèk kesyon gang sa a, pou deklare lagè kont *kòripsyon* ak *enpinite*. Paske se 2 bagay ki mete Ayiti tèt anba pirèd. Lè otorite yo monte opouvwa, yo pa vin pou ede peyi a devlope, pa pou kwpe pòvrete, pa pou met lòd nan finans peyi a, men pou anrichi tèt yo ak zanmi yo. Sa se *kòripsyon* an.

Apre sa, ak lajan yo fin vòlò a, ke pèsonn pa ka poze yo kesyon sou sa, paske se menm yo menm nan ki opouvwa, yo vin reparèt sou mounn ankò. Se *enpinite !* Yo depanse youn ti zing nan kòb la pou achte youn bann ti kòwonpi epi yo koprann yo ka vin repedale, "*comme si de rien n'était »*, jan yo di pawòl la.

Ēske se pa sa nou wè Gwo Bandi Legal la, Michel/Michael Martelly ak lòt asosye l la, Laurent Salvador Lamothe ap pare pou yo fè! Menm Martine Joseph Etienne Moïse, ansyen Premye Dam, ak bon zanmi l Claude Joseph, ansyen Minis Afè Etranjè e Premye Minis, tout ranje kò yo pou yo vin pran pouvwa, pou kontinye briganday la, youn briganday ki vin met Ayiti nan sitiyasyon *peyi tèt anba* li ye a.

Se pou nou bloke tout. Epi fòk gen youn plan devlòpman pou Ayiti, tankou youn ***Plan Marshall*** ki te fèt pou Lewòp. Apre Etazini ak peyi alye yo te fin kraze Lewòp pou Fachis a Nazi, sitou sou direksyon Hitler pa t vin pran pye, se yo menm ankò ki te monte sa rele ***Plan Marshall,*** epi Etazini te debouse 13.5 milya dola, ekivlan a 144 milya dola kounnye a, pou yo te remete Lewòp sou pye.

Enben rele l sa nou vle, ***« Plan Ayiti »*** jan sèten mounn prefere, men fòk sa fèt. Epi gen ase lajan Ayiti ki vòlò, ki chita nan bank etranje, ki fèt pou tounen nan peyi a pou kòmanse travay la. Epi bann mesyedam Kominote entènnasyonal la, Etazini alatèt, ki te ede mete peyi a tèt anba gen youn *« responsablite moral e imanitè »* pou yo ede sa reyalize. Se pawòl ki soti nan bouch youn sitwayen lakay ki te okipe gwo pozisyon lè Entènasyonal la t ap fè tenten nan peyi a, byen ke yo te konnen alafen dèfen se la nou te pral ateri.

Petèt nou wè youn ti limyè sou kesyon an. Jedi pase, 9 desanm, nan konferans entènasyonal prezidan ameriken an te fè diran 2 jou, sa l rele *« Democracy Summit »*, (Sommet sur la démocratie), younn nan otorite yo ki te pran la pawòl se te Sekretè Deta Trezò Janet Yellen, ki di : « *Depatman Trezò Ameriken dwe jwe youn gwo wòl nan konbat kòripsyon nan peyi isit (Etazini) e aletranje* », tankou Ayiti, nèspa? Li di gen youn lajan yo met apa, ki rele *« Kleptocracy Fund* » (Fon pou regle ak mounn dwèt long) pou rekonpanse mounn ki bay "tips", sètadi bay endikasyon, sou ki kote vòlè yo sere lajan yo vòlò nan bank Etazini – e lòt kote tou.

M espere zòt konprann ke y ap mache sou yo, paske fòk briganday la sispann. E se pa pou anyen ke administrasyon Biden nan pa t envite Ayiti nan gwo konferans sa a kote plis pase 100 peyi te la. Gen de fwa, yo voye mesaj bay zòt andaki. Sanble jwèt la ap pran youn lò direksyon. M espere Ayiti pral benefisye de youn fason ou youn lòt. M ap kanpe la.

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
15 desanm 2021

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

an exclusive neighborhood of the upscale suburb of Pétion-Ville, was due to a falling-out among high level drug traffickers, Jovenel Moïse included. As a turncoat, he was assassinated in the nick of time, so he wouldn't spill the beans on his former associates. At least that's what the headline implies: **"Haiti's Leader Kept a List of Drug Traffickers. His Assassins came for it."** Moreover, a subtitle insinuates involvement of the former Haitian president and those close to him in the assassination: *"The Martelly-SaintRémy-Moïse Drug Trafficking Triangle."*

That's what we get from this expansive story of *The Times* which *"interviewed more than 70 people and traveled to eight of Haiti's 10 departments or states to interview politicians, Mr. Moïse's childhood friends, police officers, fishermen and participants in the drug trade, to understand what happened in the last seven months of the president's life that may have contributed to his death."* Many of those interviewed, it's added, *"now fear for their lives as well."*

The extensive research for the story concentrated only on *"the last seven months of the president's life,"* but at the Haiti-Observateur, we've been observing and reporting on the drug saga, naming most of the names in the story for years, even before Jovenel Moïse was "elected" Haiti's president, under an indictment for money laundering. To be noted, the article mentions that once he assumed power, Moïse fired the officials of the ULCC, the State agency fighting corruption, who had investigated him.

However, nothing is said concerning his "indictment" for money laundering before he was picked by the self-proclaimed "Legal Bandit" Michel/Michael Joseph Martelly, who managed to market him as a successful entrepreneur, *"The Banana Man,"* who would transform Haiti into an agricultural powerhouse, beginning with banana exports. Only one shipment was exported by the vaunted *Agritrans* firm of the Banana Man throughout his presidency. All that had been reported with much detail by HO.

Anyway, the $100,000 official annual salary of the president was meaningless for the drug trafficking president. His money didn't come from legitimate transactions, as shown by the millions of dollars and *gourdes*, Haiti's currency, found in the residence following his assassination. There's no exact amount of the money because the shysters separated it among themselves. But it is estimated that it was between $15 and $45 million. Even Martine Joseph Etienne Moïse, the former First Lady, went into the residence after she returned to Haiti in late July from a short stay at a Florida hospital where she underwent treatment for wounds suffered during her husband assassination. She emerged from the house with a bag full of cash which was probably secreted in a place, escaping the gaze of the initial "investigators."

Birds of a feather flock together, according to the popular saying. The Legal Bandit knew Jovenel Moïse would be ideal for the job. In fact, Moïse had introduced him to Evinx Daniel, mentioned in *The Times* story as having disappeared because he was suspected of being a turncoat, who had decided to cooperate with the DEA, the U.S. Drug Enforcement Administration. Well, the Haiti-Observateur had reported about Moïse and Kiko Saint-Rémy, very prominent in *The Times* article, as having been present when Daniel was executed and buried somewhere in the Artibonite.

As it is, the connections of drug kingpin Kiko Saint Rémy are well established. He's the brother of Sophia Saint-Rémy Martelly, the wife of the Legal Bandit, who admitted in an interview still available in a video that he was a crack user in Florida while he was in Florida during 1986 and 1987. So, when he was hoisted to Haiti's presidency, in 2011, he was already into drugs. Nonetheless, he was imposed as

Jimmy "Barbecue" Chérizier, the Jeneral of the armed gangs,

Head of State, thanks to the machinations of Secretary of State Hillary Clinton, whose ambassador in Haiti then, Kenneth Merten, executed the mission with which he was entrusted.

Before the ambassador left Haiti, in 2012, the grateful Legal Bandit-President decorated him with the highest distinction Haiti could give, *"Grande Croix Honneur et Mérite."* Since September, this same Ambassador Merten moved from his post as Director at the State Department, in Washington, to become the U.S. Chargé d'Affaires in Port-au-Prince, just as Michel/ Michael Martelly is preparing to reclaim his presidency, as intimated in the last paragraph of Ms. Adi-Habib illuminating piece: *"National elections will be held next year, and Mr. Martelly is considered a front runner."*

At the Wilson Center, "Addressing governance Challenges in Haiti," the International Community is partly responsible for the existing "chaos"

Discarding my hat of a diplomat, I spoke more like a journalist when, last Wednesday (December 8), I said Haiti is synonymous with chaos, and that the bigwigs of the international community, allied to renegade local politicians, are to blame for the current unruly situation of the country.

Take, for instance, the unfettered drug traffickers mentioned in *The Times* article and the gangs that are on a kidnapping spree, grabbing whomever they wish, making Haiti the unlivable place it is! Most are allied to powerful politicians, even to the presidents who have wielded power in the last decade of PHTK, *Bald-Headed* party rule. By the way, the acronym PHTK, from a mixed French-Creole sentence, alludes to the *bald head* of the party's inventor, the "Legal Bandit" Michel Martelly himself, who also goes by his vaudeville singer nickname of "Sweet Micky," often deformed by his detractors who prefer to call him "Sweet Mimi," a nasty cat.

As mentioned in the previous article, for reasons only known to her, Secretary of State Hillary Clinton and her ambassador to Haiti, Kenneth Merten, had engineered the presidency of the Bandit. Under the glare of the Core Group of Western diplomats in Port-au-Prince and under the watch of the United Nations missions to Haiti, the gangs were organized by Martelly and his former Foreign Minister, later named Prime Minister, Laurent Salvador Lamothe. Today, those gangs, control more than 60% of Haiti's territory, notably the capital of Port-au-Prince and surroundings.

I maintain that the gangs would not exist without the complicity of the international community, especially since in 2004, the United Nations came in with thousands of troops from armies of various countries, under the cover of the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTHA), which remained in Haiti until 2017 when the baton was passed to the UN Mission for Justice in Haiti (MINUJUSTH), which turned over the mission later that year to the UN Integrated Bureau in Haiti (BINUH), currently in the country.

When slain de facto President Jovenel Moïse facilitated the "federation" of the gangs, Helen Ruth Meagher La Lime, head of BINUH, applauded that feat. To be noted, the flagship unit of the "Federated Gangs," the "G-9 Family and Allies," under the command of President Moïse's ally, former policeman-turned gang leader Jimmy Chérizier, aka Barbecue, is registered as a non-profit organization at the Ministry of Social Affairs & Labor.

Can there be more stark symbolism of kidnapping than that of 17 missionaries, exactly two months, by tomorrow, December 16? As of Sunday, December 5, five of them had been released, according to the Ohio-based Christian Aid Ministries, their sponsor, which could not provide any information on the names of those released, nor explain the circumstances surrounding their liberation. Were any of the five under age children, including an 8-month-old at the time of being seized, among those who have been freed? Unbelievably, Wilson Joseph, aka *Lanmò Sanjou* (Unexpected Death), the head of the fierce *"400 Mawozo"* gang that's holding the hostages, was seen in a video, unmasked, saying "there's a gun at the head of each one and they'll be killed" if he didn't get the $17 million, one million for each hostage, he demanded.

And President Biden, who is said to receive daily briefings on his citizens held hostage in Haiti, has shown himself powerless in rescuing them! Would that explain why Haiti was not invited to his virtual "Democracy Summit" last Thursday and Friday (December 9-10) to which 111 countries were invited?

We reiterate that coddling corrupt officials in Haiti, who also benefit from impunity has led to the current multifaceted crisis about which the Biden administration now says Haitians themselves have to solve it. We contend, however, that those who aided in getting the country into the chaos have a "moral and humane responsibility" to help get it out of that unprecedented mess.

And to stop the country from being a headache of hemispheric proportions, with Haitian refugees spread throughout the Americas, right up to the southern border of the U.S. with Mexico, as was experienced, last September, in Del Rio, Texas, a ***"Marshall Plan for Haiti"*** should be instituted to develop the country, which will be able to keep its citizens at home working, making the country so attractive that its able sons and daughters dispersed throughout the world will feel welcome to be back home, getting involved in the flowering of Haiti.

If it were done for Europe after the World War II, when the U.S. invested some $13.5 billion, equivalent to $144 billion in today's dollars, in rebuilding 18 countries destroyed by war, including France, Germany and Great Britain, it certainly can be done in the case of Haiti, to which the United States, for one, owes so much. For were it not for the defeat of the French troops of Napoleon Bonaparte by our ancestors in 1803, the United States would not be the great nation it is today. For, contemplating the loss of Haiti, theit jewel of a colony, with Cap Français, now Cap Haïtien, the then French capital in the New Word, on April 30, 1803, the French sold the Louisiana Territory to America for 80 million gold francs, equivalent then to $15 million.

Yes, with an interim government of dedicated and honest members of civil society, political, religious and other concerned sectors, the salvation of Haiti is a possibility. As February 7, 2022 approaches, and the illegal mandate of one more year that Jovenel Moïse had given himself elapses, all should be put in place to start the campaign for the founding of the New Haiti!

RAJ

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 8

SELON LE JOURNAL THE NEW YORK TIMES

Jovenel Moïse assassiné par des trafiquants de drogue

L'organe de presse est-il instrumentalisé par ses sources ?

Suite de la page 5

Marc Antoine Acra, sur ordre du juge instructeur, Berge O. Surpris, a été inculpé et frappé d'interdiction de quitter le pays. Mais il avait fui en République dominicaine, car le mandat présidentiel de Martelly touchant à sa fin, et les magouilles, qui visaient à lui permettre de rester encore au pouvoir, avaient tourné court.

Avant que Martelly ne déménage du Palais national, alors que Jovenel Moïse était « *président élu* », il a effectué un « *voyage privé* », à Santo Domingo, sous la fausse rubrique de « *voyage officiel* », dont l'unique objectif consistait à rencontrer Marc Antoine Acra. Celui-ci est retourné au pays, quelques jours seulement après la prestation de serment du président élu. On devait apprendre, quelque temps après, que M. Acra a été blanchi par le juge instructeur. « *Kase fèy kouvri sa !* » Voilà le dossier du bateau Manzanares, dit « Bateau sucré », jeté aux oubliettes.

Des démêlés avec la justice avant d'être président

Nonobstant les acrobaties entreprises par la famille et les ouailles de Jovenel Moïse pour le blanchir, il reste l'un des rares chefs d'État haïtiens à prêter serment, alors qu'il se trouvait sous le coup d'une « *inculpation pour blanchiment d'argent* », une sentence qui a été proclamée par l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF). Cette décision a été prononcée parce que, sur plusieurs comptes que lui et sa femme, Martine Moïse, possédaient, à la Banque de crédit (BNC), il avait, sur un d'entre eux, plus d'un million de dollars dont l'origine ne pouvait être justifiée. Donc argent mal acquis, devaient conclure les responsables de cette institution, chargée de surveiller à ce que l'argent sale n'envahisse pas le système bancaire international.

Si d'autres individus impliqués dans des transactions illicites avaient pu soudoyer des juges pour se faire innocenter, Jovenel Moïse, quant à lui, désormais logé au Palais national, a passé des instructions au personnel judiciaire pour que, dans cette affaire, le président soit déclaré « *au-dessus de tout soupçon* ». Car, dans la logique de l'Exécutif PHTKiste, le chef d'État est « *irréprochable*», aux yeux de la justice.

En ce sens, il s'est révélé un digne héritier de Michel Martelly. Celui-ci s'était appliqué à se protéger, ainsi que sa famille et ses alliés politiques, par rapport à la justice. Martelly a donc écarté toute poursuite judiciaire contre lui, dans la mort du juge instructeur Jean Serge Joseph, décédé, suite à une hémorragie grave, après avoir été l'objet de pressions de sa part et de la part de son Premier ministre, Laurent Salvador Lamothe, dans le cadre de l'instruction du procès relatif à l'accusation de sa femme et de son fils aîné pour détournements de fonds publics et usurpation de titre. Dans le même ordre d'idées, Calixte Valentin, un agent douanier irrégulier de la présidence, qui était emprisonné à Croix des Bouquets, par Me Mario Beauvoir, commissaire du gouvernement de cette juridiction, après avoir abattu, de sang-froid, un homme d'affaire, a été libéré illégalement. Ayant refusé d'obtempérer à l'ordre du ministre de la Justice, Jean Renel Sanon (encore lui), de libérer le prévenu, suite à la demande qu'avait faite Martelly, a démissionné immédiatement. Nommé moins de 24 heures plus tard, son successeur ne tarda pas à obéir à dette injonction.

Quant à Jovenel Moïse, son comportement au pouvoir ne diffère en rien de celui de son prédécesseur. Il s'est érigé en protecteur de Martine Moïse, dans l'assassinat du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval. Moins de dix minutes après ce crime, la première dame a reçu une vidéo du cadavre de la victime gisant dans son sang, à l'entrée de sa maison, un témoignage que le président a fait lui-même lors d'une intervention à la radio. La date à laquelle Mme Moïse devait se présenter au cabinet du juge d'instruction, pour être interrogée au sujet de cet assassinat, elle s'était rendue en visite officielle à Ankara, Turquie, avec son marie. Auparavant, son mari avait refusé de mettre la première dame à la disposition de la justice, dans le cas de pot de vin qu'elle aurait reçu dans l'octroi d'un contrat illégal à une firme allemande, la Dermalog, qui allait être chargée de la fabrication de la carte d'identité nationale.

Moïse : Vraiment la guerre aux trafiquants ?

D'aucuns mettent en cause la crédibilité de ceux qui accréditent la thèse faisant croire que Jovenel Moïse dressait une liste de dealers de drogues, qu'il allait soumettre aux Américains. Cela a une allure absurde, raisonnent certains, car la DEA, l'organe antidrogue américain principalement chargé de mener des enquêtes dans ce domaine, ne dépend pas de celles orchestrées par autrui. D'ailleurs, quand bien même une telle liste serait acceptée, cette entité fédérale se chargerait de remonter les filières elle-même. Surtout que les gens signalés dans l'article du *New York Times* sont ses amis, associés en affaires et trafiquants comme lui. Le grand danger que recèle une telle initiative résiderait dans le fait qu'une telle démarche aurait le potentiel d'entraîner les

Suite en page 9

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 9

SELON LE JOURNAL THE NEW YORK TIMES
Jovenel Moïse assassiné par des trafiquants de drogue
L'organe de presse est-il instrumentalisé par ses sources ?

Suite de la page 5

es agents fédéraux dans une guerre entre les membres d'une pègre locale disposant de beaucoup d'argent pour financer une guerre dont les tournants et aboutissants ne seront pas immédiatement bien définis.

Mais, un autre aspect de la question relative à l'assassinat de Jovenel Moïse concerne vraiment les relations qu'il était en train de cultiver auprès de la Russie et des alliés de celle-ci, le Venezuela et la Turquie. Il semble que ceux qui faisaient la promotion de cette idée l'ait abandonnée, s'ingéniant, de préférence, à attribuer le crime aux trafiquants de drogue. Thèse accréditée dans l'article de *The New York Times*.

Dans ce contexte, il faut se demander, après l'établissement des relations diplomatiques avec la Russie, dont le représentant, à Port-au-Prince, avec résidence à Caracas, Venezuela, s'il y a lieu d'accréditer l'information faisant croire que le président russe, Vladimir Putin, serait disposé à fournir des armes à Haïti. Une information qui a récemment fait le tour des réseaux sociaux — et qui n'a pourtant suscité aucune réaction de la part du régime PHTKiste d'Ariel Henry, ou bien de l'ex-sénateur Moïse Jean-Charles, dont les contacts auraient été instrumentalisés dans les négociations pour l'octroi de ces armes, ne fait que ranimer de telles rumeurs. Il est, toutefois, curieux de constater que, non seulement les récentes relations de la Turquie, identifiée comme intermédiaire de Putin, n'ait pas été mentionnée dans l'article du *New York Times*, le rapport Port-au-Prince-Ankara introduit dans la conversation diplomatico-politique, en Haïti, n'a plus cours. On peut dire que les relations tout feu-tout flamme, qui commençaient à exister entre Jovenel Moïse et Recep Tayyip Erdogan, le président de la Turquie, ont cessé d'avancer. Pourtant il y a à peine une semaine que l'allusion aux armes russes à Haïti a fait le tour des réseaux sociaux. Il faut, toutefois, signaler que l'unique mention des relations haïtiano-turques a été faite récemment par l'ex-chancelier Claude Joseph, dans le cadre des négociations qu'il disait mener visant l'extradition de Samir Handal à Port-au-Prince.

Des millions ramassés dans quelle industrie ?

Ceux qui veulent faire passer Jovenel Moïse pour un homme intègre doivent se poser la question de savoir par quelles acrobaties a-t-il pu ramasser des millions à la pelle, à l'instar des trafiquants et des voleurs de fonds publics, tels que Michel Martelly, Kiko Saint-Rémy, Evinx Daniel et les autres du même acabit que lui ? Si ces derniers trafiquants sont connus pour s'être engagés dans le commerce illicite, tout le monde connaît l'origine de leur fortune mal acquise. Mais, que peut-t-on dire de Moïse, quant aux millions qu'il a placés, notamment dans des banques off-shore, évalués à plus de USD 600 millions $?

De toute évidence, il ne peut prétendre avoir réalisé sa fortune dans l'exploitation de la figue banane, quand cette entreprise a fait faillite et qu'il a été forcé de fermer ses fortes à la cloche de bois. Au fait, plus d'une centaine d'employés d'Agritrans avaient manifesté pour réclamer des salaires que cette compagnie restait les devoir, au moment de sa fermeture définitive.

Il faut également demander l'origine des millions (en dollars américains et en monnaie haïtienne) qui ont été trouvés chez lui après son assassinat, le 7 juillet. Bien que des policiers arrivés sur la scène du crime en aient piqué des sacs remplis de billets, des témoins se croient autorisés à évaluer la somme qui se trouvaient dans la maison à USD 4 à 45 millions $. En tout cas, même après le passage des assassins et des policiers arrivés sur les lieux, dans le cadre de l'enquête préliminaire, Martine Moïse, revenue de Miami, où elle était allée se faire soigner, pour les blessures qu'elle a essuyées, avait rapporté des sacs remplis d'argent liquide.

On peut imaginer que cet argent représentant une somme importante, quand Raynal Lubérus, ex-secrétaire général du Palais national et joveneliste impénitent, a déclaré que Jovenel Moïse commençait à prendre des dispositions en vue de créer une banque. M. Lubérus semble vouloir dire que les investissements initiaux étaient déjà disponibles. Mais «*argent sale !* », peut-on dire.

Après tous ces faits, on ne peut que conclure que Jovenel Moïse était un « *trafiquant de drogue attitré* » qui, à l'instar de ses collègues trafiquants, possède une fortune évaluée à des centaines de millions de dollars, en sus d'avoir la mentalité d'assassin propre à cette catégorie d'individus. Autrement dit, lui et ses collègues Martelly, Kiko Saint-Rémy et les autres se valent.

Tout ce qui est rapporté ici a été publié dans plusieurs articles *d'Haïti-Observateur*. La majorité des organes de presse ont banalisé les faits, quand ils ne les ont pas ignorés tout bonnement. À part *The Miami Herald*, (bien sûr, sous la plume de Jacqueline Charles), qui avait monté l'affaire Bateau sucré en épingle, *The New York Times* avait totalement mésestimé les faits liés au Manzanares. Assurément, si la presse, en général, et la DEA, en particulier, s'étaient donné la peine de traiter de telles affaires, ni Evinx Daniel ni Jovenel Moïse seraient encore vivants aujourd'hui.

L.J.

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 10

ÉDITORIAL

Grosse hausse des prix du carburant, une décision criminelle

À partir du vendredi 10 décembre, les pompes ont commencé à mettre en pratique une hausse spectaculaire du prix du carburant. Telle est la décision du gouvernement illégal et illégitime intervenue à un moment où des mises en garde avaient été lancées au Premier ministre de facto, l'exhortant à trouver d'autres moyens pour juguler le déficit qu'il dit craindre. Dans la foulée de la misère générale, entraînée sur la population et le marasme économique frappant le milieu des affaires, imputables à la mauvaise gestion et à la corruption, institutionnalisées, ces nouvelles mesures sont criminelles, ni plus ni moins.

En effet, suite à l'arrêt de distribution de vente d'essence par les propriétaires de stations-service attendant l'entrée en vigueur de la hausse annoncée par les autorités, qui allait entrer en vigueur, dans les heures qui ont suivi l'avis des instances de décision, les consommateurs se sont vu heurter à des augmentations exorbitantes à la pompe. Désormais, les utilisateurs d'essence, de diesel et du kérosène doivent cracher, tour à tour, 250 gourdes, 353 gourdes et 352 gourdes le gallon, qui se vendait 201, 169 et 163 gourdes réciproquement. (À souligner que le taux de la gourde face au dollar américain a dépassé la barre de 100 gourdes pour USD 1,00 $).

Cette nouvelle donne entraîne immédiatement l'augmentation des coûts, dans le transport en commun, bien que les autorités gouvernementales aient promis le maintien du statu quo, par rapport au coût, dans ce secteur. Les passagers s'enragent, face à la demande des opérateurs d'autobus et de camionnettes, notamment sur les circuits de Port-au-Prince. Mais ces derniers restent accrochés à leurs nouveaux prix, exigeant paiement ou la marche. Si certains se résignent à prendre la route à pied, d'autres n'avaient d'autre choix que d'obtempérer à l'exigence des conducteurs. Aux abords des pompes à essence et aux arrêts pour embarquer des passagers, la grogne est palpable.

Protestant avec véhémence, les passagers vocifèrent, presque en chœur : le salaire minimum demeure inchangé. Ils prévoient tous le rebondissement de la hausse des prix dans tous les secteurs de la vie nationale. Pourtant, eu égard, tout au moins, à la gazoline, Odney Pierre Ricot, ministre des Affaires sociales et du Travail, avait, avant l'application de la nouvelle grille de prix, rassuré les consommateurs : « *Étant donné qu'il n'y a pas une augmentation significative du prix de la gazoline, les prix des transports en commun ne seront pas ajustés. La grille de prix en application restera inchangée* ». Mais, vu l'humeur des automobilistes, en général, et des taxis moto, en particulier, en mode de protestation, il faut s'attendre à des mobilisations populaires contre le régime de facto dirigé par Ariel Henry. Et pour cause ! Surtout que, dès la lancée de la menace de cette augmentation spectaculaire du prix à la pompe, des voix s'étaient élevées pour décourager de telles décisions de ce dernier, l'exhortant à effectuer des ajustements budgétaires dans d'autres secteurs.

En effet, le procès PetroCaribe, que le Dr Henry, exécutant les ordres de son défunt président de facto, renvoie aux calendres grecques, permettrait de prévoir des ajustements à long terme, en attendant l'adoption d'autres mesures, à court et moyens termes, pour combler, au fur et à mesure, le déficit occasionné par la subvention des produits pétroliers ayant entraîné un manque à gagner de 150 milliards de gourdes, au cours des dix dernières années, et de 30 milliards de gourdes, l'année dernière seulement, de l'avis de Michel Patrick Boisvert, ministre des Finances et des Affaires économiques.

En mettant fin aux privilèges douaniers octroyés aux hommes d'affaires proches du pouvoir, tels que Reynold Deeb et ses alliés du monde des négociants faisant perdre USD 500 millions $ à l'État, chaque année, une partie de ce déficit serait réduite presqu'immédiatement. Il en serait de même pour les sénateurs proches du pouvoir, comme Rony Célestin, par exemple, faisant fructifier leurs entreprises sur le dos du contribuable haïtien. (À noter que ce sénateur a fait l'acquisition d'une villa au Canada pour la rondelette somme de USD 4,25 millions).

Les lacunes, qui favorisent le pillage de la Direction générale des douanes (DGD), la Direction générale des impôts (DGI), les ports nationaux et l'Administration de l'aéroport par les « *amis* » de la primature, du Palais national et des administrateurs publics, devraient être éliminées.

Un vigoureux coup de balai pourrait s'effectuer au niveau de l'Exécutif et du Parlement, grands budgétivores devant l'Éternel, en sus de jouir d'autres avantages leur permettant de s'enrichir, aux dépends de la caisse publique.

Citons le cas de la présidence, dont six mois du budget de 3,7 milliards de gourdes, qui lui sont attribués, ont été dépensées (jusqu'à l'assassinat de Jovenel Moïse, le 7 juillet), ne sont pas justifiées, l'opacité administrative aidant. En tout cas, nul ne sait qui bénéficie du salaire du président, des frais et primes qui lui sont destinés, en absence de ce dernier, au Palais national.

Quant au chef du gouvernement, il touche un salaire brut de 161 000 gourdes/mois plus frais fixes et indemnités totalisant 93 000 gourdes. Ajoutés à cela cartes de débit pour 250 000 et 200 000 gourdes de carte de téléphone. Lors de ses voyages à l'étranger, il gagne USD 700 $ sous la rubrique per diem. Plus résidence, indiquant que ses frais d'hôtel n'affectent pas son per diem.

Le ministre, quant à lui, n'est pas en reste. Une fois nommé, il reçoit USD 2 000, pour renouveler sa garde-robe et meubler sa maison. En poste, il gagne un salaire brut de 121 000 gourdes, soit 80 500 gourdes net. Il gagne une « *indemnité de séparation* » de 721 000 gourdes (soit l'équivalent de six mois de son salaire), quand il quitte le gouvernement.

Il faut noter que les frais de fonctionnement du ministre, ainsi que ses cartes de téléphone, de carburant sont aux frais de la princesse. Le budget d'un ministère varie selon l'importance du titulaire, proportionnellement à son degré d'importance. Chaque ministre et tous les fonctionnaires de l'État perçoivent des cartes de débit, selon ce que prévoit la loi des finances. Mais il appartient au chef du département de déterminer la fréquence du renflouement de sa carte de débit. Certains peuvent recevoir jusqu'à 300 000 gourdes chaque mois. L'État pourvoie aussi une seconde résidence au ministre, à raison de USD 4 000/mois. Cette somme était fixée à USD 2 500 $, jusqu'à l'arrivée de Jovenel Moïse au pouvoir.

Au Parlement, les élus du peuple mènent un train de vie de loin supérieur à leurs mandants. Le salaire mensuel d'un député s'élève à 61 521 gourdes. En sus des « *frais fixes* » de 29 400 gourdes par mois, augmentés de 5 000 gourdes, dans le cas des présidents de commissions. Une fois prise l'investiture, il reçoit une somme de 700 gourdes comme « *frais de première installation* ». Chaque élu du peuple reçoit du Trésor public la somme d'un million de gourdes par an pour se doter d'une « deuxième résidence ». Une allocation additionnelle de USD 29 000 $ est accordée à chaque député pout l'achat d'un véhicule. Plus 15 000 gourdes le mois en coupon de carburant, 50 000 par ans pour réparer le véhicule et 75 000, encore l'an, pour changer pneus et batterie. Aussi bien 10 000 gourdes reçues en carte de recharge chaque mois.

Finalement, le budget du Parlement prévoit des frais dans la circonscription de chaque député, soit 100 000 gourdes annuellement à chacun des 119 députés pour frais de location d'un espace devant servir de bureau à l'élu du peuple. 200 000 gourdes sont également prévues comme frais d'entretien de ce bureau et salaire des employés. Ajoutées à tout cela le député touche 70 000 gourdes chaque mois pour les fêtes patronales.

Mais il a aussi droit à un chauffeur et deux agents de sécurité, chacun percevant un salaire de 25 000 gourdes par mois. L'élu du peuple embauche aussi quatre consultants, en raison d'un salaire mensuel de 48 700 gourdes chacun.

D'autres avantages s'ajoutent à ceux déjà signalés. Chaque député a rendez-vous avec deux dates importantes durant l'année : la rentrée des classes et la fête des Pâques. Il reçoit 500 000 gourdes pour chacune de ces deux périodes, histoire de les mettre en mesure de «*répondre à certaines demandes dans leur circonscription* ». Pour finir, en cas d'un voyage, dans le cadre des travaux parlementaires, le député perçoit un per diem de USD 400 dollars.

De leur côté, en sus d'une seconde résidence, à la capitale, les sénateurs jouissent des mêmes privilèges et avantages que leurs collègues de la Chambre basse. Excepté que salaires et avantages leur sont offerts à un taux dépassant d'au moins 30 % ceux offerts aux députés.

En raison de l'opacité institutionnelle, qui prévaut dans l'administration publique haïtienne, les informations relatives aux salaires et aux avantages octroyés aux hauts fonctionnaires de l'État restent un « *gros secret* » au peuple haïtien. En Haïti, les gens au pouvoir parlent toujours de la « *réduction du train de vie* » du personnel administratif. Mais, comme dans la pratique générale de la gestion de la chose publique, sous les régimes PHTKistes, ces promesses restent lettre morte.

De toute évidence, les dirigeants haïtiens vivent grassement des faibles ressources dont dispose le pays, laissant le peuple à croupir dans la misère, lui tenant la dragée extrêmement haute par rapport à ses besoins primaires. Le peuple haïtien en a déjà assez de l'insécurité engendrée par le kidnapping et les assassinats d'État, en sus de la misère atroce dans laquelle les dirigeants l'enfoncent chaque jour. Trop c'est trop ! La hausse du prix des produits pétroliers, une décision criminelle, ne doit pas passer. La mobilisation citoyenne s'annonce. Maintenant

HAITI OBSERVATEUR
Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718)
SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 11

EDITORIAL

Huge increase in fuel prices, a criminal decision

As of Friday, December 10, the gas pumps began to implement a dramatic increase in the price of fuel. This decision by the illegal and illegitimate government was taken even though the de facto Prime Minister was warned, urging him to find other ways to curb the deficit he says he fears. In the wake of generalized misery brought upon the population and the economic slump hitting the business community, all due to institutionalized mismanagement and corruption, these latest measures are nothing but criminal.

As it is, gas station owners had stopped selling gasoline, awaiting the increase that had been announced by the authorities, just to start benefitting from the new prices as soon as they took effect. Indeed, that's what happened. As soon as the decision was announced by the government, consumers were confronted with exorbitant increases at the pump. From now on, users of gasoline, diesel and kerosene must cough up, in turn, 250 gourdes, 353 gourdes and 352 gourdes per gallon, which used to sell for 201, 169 and 163 gourdes respectively. (By the way, the exchange rate of the gourde to the dollar has just crossed the bar of 100 gourdes to a $1.00)

This new situation immediately led to an increase in the cost of public transportation, although government authorities had promised to maintain the status quo in that sector. Of course, passengers are getting angry at the demand of bus and van operators, who have raised fares, especially on the Port-au-Prince routes. But there's no budging from them as far as the new prices are concerned. It's either pay or walk. Resigning themselves to the new situation, some take to the road on foot, others have no choice but to comply with the drivers' demands. Near the gas pumps and at the pick-up stops for passengers, the discontent is palpable.

Vehemently, the passengers protest, vociferate almost in a chorus, asking whether there'll be a raise in the minimum wage. Nothing doing on that front, the minimum wage doesn't budge. All fear the inflationary price increases for everything, affecting all sectors of national life. People can't forget that before the new prices were imposed, Odney Pierre Ricot, Minister of Social Affairs and Labor, had reassured consumers regarding the fares on public transportation. He had said: "Since there is no significant increase in the price of gasoline, the cost of public transportation will not be adjusted. The current fare structure will remain unchanged." At this rate, given the mood of motorists, in general, and of motorcycle taxis, in particular, and the people on revolt mode, popular mobilizations against Ariel Henry's de facto regime should be expected. It shouldn't be any surprise to the authorities, because they were warned. As soon as the threat of this spectacular price increase at the pup was mentioned, voices were raised to discourage it, urging Dr. Henry to make budgetary adjustments in other sectors.

Indeed, the PetroCaribe trial, which the Prime Minister had announced, has been postponed indefinitely, as Dr. Henry keeps implementing the orders of his late de facto president. Recovering some of the pilfered funds would have made allowances for long-term adjustments, while waiting for adoption of other measures, in the short and medium term. That would go a long way to wipe out the deficit caused by government subsidy of petroleum products sold to the public, something that has resulted in a shortfall of 150 billion gourdes over the past ten years; and 30 billion gourdes last year alone. So said Michel Patrick Boisvert, Minister of Finance and Economic Affairs.

By putting an end to the privileges at Customs granted to some business people close to the regime, such as Reynold Deeb, and other traders of his ilk have deprived the State of $500 million a year. Collecting these funds would have reduced the deficit immediately. The same would be true in the case of senators close to the government, such as Rony Célestin, who purchased a villa in Montreal worth $4.25 million U.S. He's just one example of those senators making money hand over fist on the backs of poverty-stricken Haitian taxpayers. The loopholes that allow the looting of the General Directorate of Customs (French acronym DGD) the General Directorate of Taxes (French acronym DGI,) the National Ports and the Airport Administration by "friends" of those at the Prime Minister's Office, the National Palace and in public administration in general, must be eliminated.

The government should undertake a vigorous campaign to do away with redundancies at the levels of the Executive and Parliament, unsurpassed great budgetary spenders, while also enjoying other advantages allowing them to enrich themselves, at the expense of the Public Treasury.

Let's zero in on the presidency, with a budget of 3.7 billion gourdes for six months allocated to the Head of State and which were supposedly spent up to Jovenel Moïse's assassination on July 7. Opacity being the rule, no justification is given for that. Since he's gone, no explanation is given as to who benefits from the president's salary, expenses and bonuses that were intended for him and for the National Palace.

As for the head of government, he receives a gross salary of 161,000 gourdes monthly, plus expenses and other allowances totaling 93,000 gourdes. In addition, he's authorized debit cards for 250,000 gourdes and 200,000 gourdes for telephone cards. When traveling abroad, his per diem is $700, on top of housing, meaning his hotel bill isn't part of his per diem.

There's no leaving behind the Ministers. Once appointed, they each receive $2,000 for their wardrobe and for furnishing their new abode. Once in office, their gross salary is 121,000 gourdes monthly, or 80,500 gourdes net. In addition, their contract stipulates a "separation allowance" of 721,000 gourdes on leaving government. That's equivalent to six months of their salary.

It should be noted that the Minister's operating expenses, as well as his telephone and fuel cards, are paid for by the government. As far as the budget of a Ministry is concerned, it varies according to the importance of the incumbent or the ministry concerned. All Ministers and other government officials receive debit cards, as provided for in the finance law. However, it is up to the head of the department to determine how often his or her debit card is replenished. Some may receive up to 300,000 gourdes each month. The State also provides a second home for the Minister, at the rate of $4,000/month, up from $2,500 before Jovenel Moïse assumed the presidency.

In Parliament, the people's elected representatives lead a lifestyle far superior to that of their constituents. The monthly salary of a Deputy (Congressperson) is 61,521 gourdes. In addition to "fixed expenses" of 29,400 gourdes per month, increased by 5,000 gourdes in the case of committee Chairs. Once they're sworn in, they receive 700 gourdes as "initial installation expenses." Each elected official receives one million gourdes per year for a "secondary residence" from the Treasury. An additional allowance of $29,000 is granted to the Congressional legislators for the purchase of a vehicle. Moreover, 15,000 gourdes per month in fuel coupons, 50,000 per year for vehicular repairs, on top of 75,000, again per year, for tires and battery. Not to forget the 10,000 gourdes received monthly to recharge telephone cards.

Finally, the budget of the Parliament provides expenses for offices of the Congresspeople in their constituencies to the tune of 100,000 gourdes annually. Multiply that by the 119 Congresspeople. Indeed, the representatives of the people are well provided for whether at the capital or at the level of their constituency, for renting of space and office maintenance. For example, for their offices in their constituencies, an amount of 200,000 gourdes monthly is provided both for maintenance and employee salaries. In addition to all this, the legislator receives 70,000 gourdes each month for celebrations of patronal holidays.

However, they are also entitled to a driver and two security guards, each receiving a salary of 25,000 gourdes per month. The elected representatives of the people also are allowed to hire four consultants, with a monthly salary of 48,700 gourdes each.

Other benefits are added to those already mentioned. Each Congressperson has two important dates in the year: the beginning of the school year and the Easter holiday. For each, they receive 500,000 gourdes to "respond to certain requests in their constituencies." Finally, in case of a trip abroad, within the framework of parliamentary work, the Congressperson receives a per diem of $400.

Senators enjoy the same privileges and benefits as their colleagues in the Lower House. Except that their salaries and benefits are offered at a rate of at least 30% higher than those of the Congresspeople.

Due to institutional opacity that prevails in Haitian public administration, information about the salaries and benefits granted to senior government officials remains a "big secret" for the Haitian people. Those in power always talk about "reducing the lifestyle" of administrative personnel. But, as it happens generally in the management of public affairs, under the PHTK, *Bald Headed*, regimes, these promises are never fulfilled.

Obviously, the Haitian leaders live lavishly on the scarce resources available to the country, leaving the populace to languish in abject misery, unable to meet their most primary needs. As things stand, the people are fed up with the insecurity caused by the kidnappings and State-condoned assassinations, in addition to the atrocious misery into which the leaders have pushed them on a daily basis. Enough is enough! The increase in the price of petroleum products, a criminal decision, cannot stand. The Citizens' mobilization is in order! Now!

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 12

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 13

Le Comité olympique haïtien (COH) a enfin son propre local

Suite de la page 16

tution, puisqu'ils n'ont rien laissé comme héritage. Hormis la médaille de bronze récoltée, en 1924, dans les Jeux olympiques d'été, dans l'épreuve de tir, nos athlètes frôlent la catastrophe le plus souvent et ne sont pas à la hauteur des événements. À la vérité, le COH ne génère pas de fonds pouvant lui permettre d'assurer la préparation adéquate des athlètes. D'ailleurs, il n'a même pas d'athlètes. Ces derniers appartiennent aux fédérations, qui les préparent pour les Jeux. Les problèmes économiques, liés à l'absence de loi sur le sport, participent aux prestations moyennes de nos athlètes dans les compétitions.

Tout compte fait, la construction de ce local témoigne de la volonté du Comité de mettre les membres du Comité exécutif du COH et les dirigeants des fédérations sportives dans de meilleures conditions de travail. Pour l'heure, le COH peut toujours compter sur l'aide du COI, il peut aussi compter sur l'appui de ses nouveaux partenaires avec lesquels il a signé un contrat de quatre ans, à hauteur de 50 millions de gourdes. Malgré tout, il ne pourra aucunement adresser les problèmes des différentes fédérations sportives, qui sont toutes dans le besoin. Il faut obligatoirement que l'État haïtien assume ses responsabilités, qui passent nécessairement par l'adoption d'une loi sur le sport et un support important des structures sportives dans le budget annuel.

R.S.

L'AMBASSADEUR KENNETH MERTEN À L'ŒUVRE

Les États-Unis préconisent un « Accord des accords »

Mais... profil bas sur les négociations...

Suite de la page 1

tico-diplomatiques » dont il est accusé, et qu'il sait avoir commis, allait très prudemment en besogne. Au bout des négociations menées avec précaution et sagesse, il a voulu lancer le dialogue avec le plus grand nombre d'Haïtiens possible représentant toutes les tendances, qui s'animent sur le terrain, histoire d'accorder de meilleures chances de réussir cette gageure.

Plus d'un millier d'Haïtiens (certains disent jusqu'à 3 000) étaient venus entendre le chargé d'Affaires américain qui, en guise d'une rencontre susceptible de donner l'impression d'être en mode de « *donner des instructions* », il était plutôt d'humeur à « *écouter* », tout au plus, à donner des suggestions. C'est, en tout cas, le message qu'il entend envoyer aux acteurs politiques. Ce qui se dégage de l'interview qu'il a accordée à Radio Télé Ginen, le lundi 13 décembre, et dont s'est fait l'écho le quotidien *Le Nouvelliste*, dans son édition du 14 décembre.

Haïti, dit M. Merten, a besoin d'un « *Accord des accords* », passage qu'il estime essentiel pour que le pays trouve sa voie vers l'harmonie politique et sociale, et renouer avec la sérénité que le peuple haïtien soupire après, afin de remettre les pendules à l'heure.

Cité par Radio-Télévision Ginen, Le Nouvelliste fait parler Kenneth Merten en ces termes : «*Dans notre analyse, c'est ce dont Haïti a besoin* », dit-il.

Le chargé d'Affaires des États-Unis dit ne pas privilégier un accord par rapport à un autre, déclarant vouloir se mettre à côté, afin d'éviter toute ingérence américaine dans les affaires internes d'Haïti. Et M. Merten de dire : « *Les Haïtiens doivent décider de leur sort. Il s'agit à eux de décider pour résoudre les problèmes du pays. Qu'ils soient les signataires de l'accord du 30 août. Qu'ils soient ceux du 11 septembre dernier, ils doivent s'entendre pour apporter une réponse à l'haïtienne aux divers problèmes que confronte le pays*».

L'ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE

Claude Joseph n'a pas été auditionné

Suite de la page 1

Claude Joseph, le mardi 14 décembre, car ce dernier était accompagné d'un grand nombre de ses partisans, y compris deux collègues membres de l'ancien Cabinet ministériel qui voulaient l'accompagner. Selon le juge Orélien, l'attention n'était pas propice, à la tenue de l'audition, car trop de militants avaient envahi l'enceinte.

L'ex-chancelier se déclarait disposé à aller jusqu'au bout, pour que justice soit rendu à son patron défunt. Cela sera possible, dit-il, « *s'il y a une enquête sérieuse, la justice devra entendre tous ceux qui font l'objet d'une plainte, ainsi que ceux indexés dans le dernier article du New York Times* ».

D'autre part, Claude Joseph a précisé que les documents nécessaires à faire le suivi de l'extradition de Samir Handal se trouvent au ministère des Affaires étrangères, sans qu'aucune action n'ait été entreprise. Selon lui, les autorités haïtiennes ont jusqu'au 24 décembre pour acheminer tous les papiers en souffrance pour compléter le processus.

M. Handal a été, le 14 novembre dernier, à sa descente d'avion, en correspondance à Istambul, d'un vol en provenance de Miami, pour destination finale, en Jordanie, d'où il devait prendre le transport local, à pour la Palestine, afin de visiter sa mère malade.

Mario Antonio Palacios Palacios, bientôt destination Colombie.

Samir Handal, dans neuf jours, destination Palestine ou Miami ?

Dans les milieux proches du gouvernement de facto, dirigé par le Dr Ariel Henry, Claude Joseph est sévèrement critiqué, en ce qui concerne

Suite en page 15

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

VOUS DEVEZ UNE AMENDE ÉMISE PAR LA VILLE?

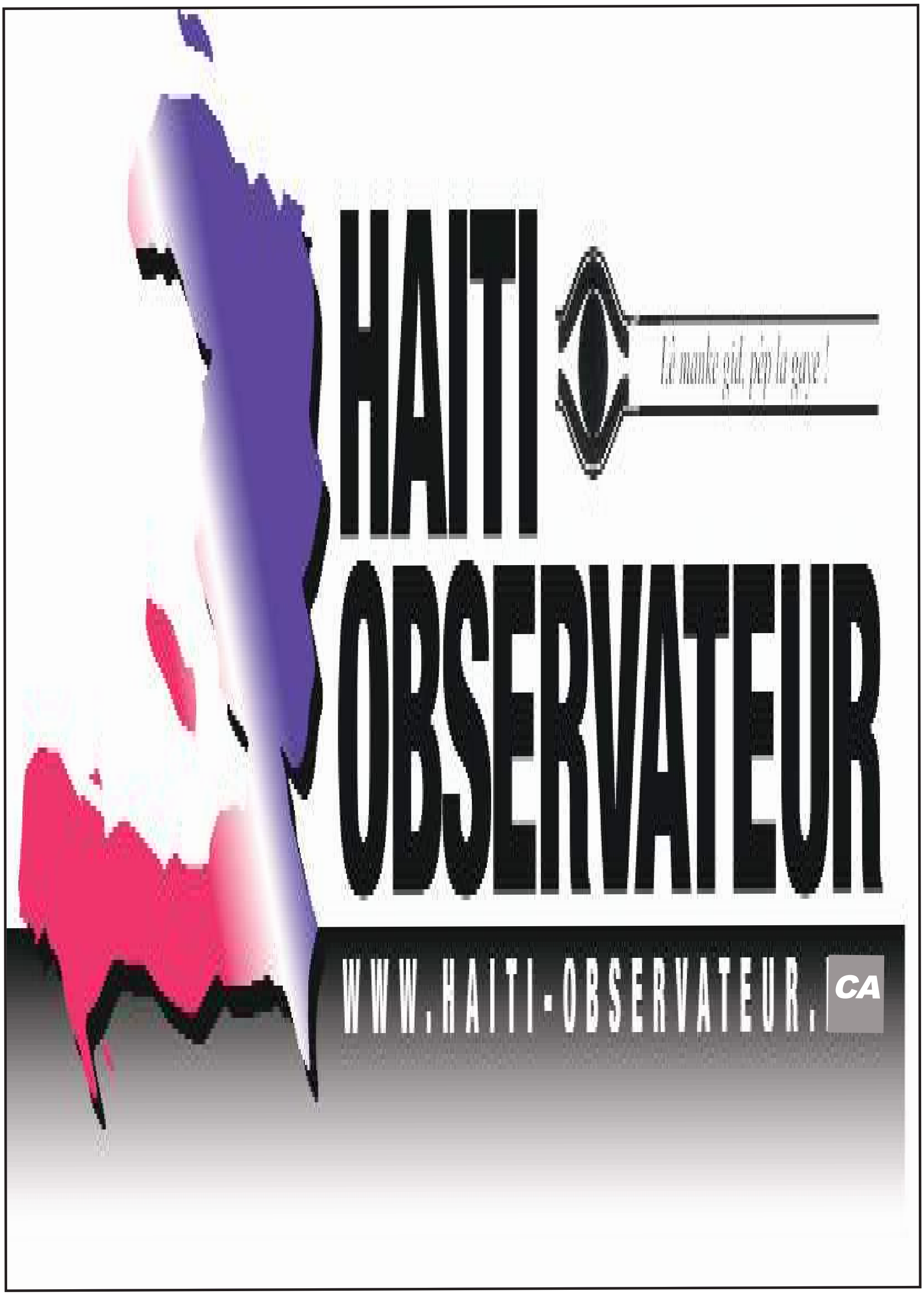
La ville de New York propose un programme temporaire vous permettant de payer un montant réduit sur les jugements éligibles rendus par l'Environmental Control Board, y compris ceux prononcés par le Département sanitaire, des Pompiers et des Bâtiments.

Vous pourriez économiser jusqu'à 75%, grâce au programme FAIRER (Fine and Interest Reduction Enabling Recovery).

Pour savoir si vos jugements sont éligibles, visitez le site www.nyc.gov/fairer, ou appelez le 311. Date limite de postulation: 20 décembre 2021.

NYC

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 14



Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 15

L'ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE
Claude Joseph n'a pas été auditionné

Suite de la page 13

l'arrestation de M. Handal, à l'instigation de l'ex-ministre des Affaires étrangères. On reproche à celui-ci d'avoir mené une initiative sans mérite, ayant abouti à l'arrestation de Handal, sans fournir aucune preuve probante de l'implication de celui-ci dans le crime.

L'intrigue dont Joseph se rend coupable serait sur le point de se dénouer. Elle risque de connaître le même sort que celle qui avait été lancée, dans le cas du Colombien Mario Palacios Palacios, un militaire retraité accusé par la Police haïtienne d'avoir été l'assassin du président de facto Jovenel Joseph.

Mais la Jamaïque, qui ne possède pas d'accord d'extradition avec Haïti, avait exprimé sa décision d'expulser le Colombien vers son pays d'origine.

À peine deux semaines avant sa mise à pied, comme chancelier, Claude Joseph se félicitait d'avoir orchestré, avec succès, l'arrestation de Samir Handal par les autorités turques, précisant que grâce à son amitié avec son homologue turc, le prévenu allait être « *bientôt* » retourné par extradition à Haïti.

Présentement, le chancelier déchu se plaint du fait que, sous le leadership de son successeur, le dossier Handal semble achopper sur l'indifférence, sinon un certain abandon. Claude Joseph ayant manipulé l'affaire de ce dernier, dans le sens de ses intérêts et de ceux qui demandent justice pour Jovenel Moïse, constatent un revirement de la situation, laissant présager la «*dépolitisation* » du dossier et la libération de celui-là.

FO:

MWEN AN SANTE. MWEN PA BEZWEN PRAN VAKSEN.

VRÈ:

Jèn yo osinon lòt moun ki an sante ki pa vaksinen te vin malad byen grav epi mouri anba COVID-19. COVID-19 kapab lakòz tou COVID long ki kapab gen ladan difikilte pou respire, doulè nan misk ak nan atikilasyon, maltèt, ak fatig.

VAKSEN KONT COVID-19 YO SOVE LAVI. PRAN VAKSEN.

POU PLIS ENFÒMASYON, VIZITE NYC.GOV/COVIDVACCINE.

NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY

NYC Health

Bill de Blasio
Majistra

Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manm Komisyon

Journal 15 - 22 décembre 2021.qxp_HO 12/15/21 4:42 AM Page 16

Sports

FOOTBALL FÉMININ EN HAÏTI

Il y a 50 ans les filles commençaient à jouer au football en Haïti (1971-2021)

Le Club doyen, Amazones S C

Par Jacques Brave

Dans nos précédentes éditions, nous avons parlé des différentes étapes ayant conduit à la grande première, au match inaugural du football féminin, en Haïti, le 19 décembre 1971. À partir de là, tout a été très vite.

D'abord, avant même la deuxième rencontre du 3 janvier 1972, un arpenteur bien connu Carmy Rouchon, annonçait dans la presse locale, la création, à la ruelle Vaillant, où il habitait, d'un club qu'il appelait Vayana, puis rectifiait vite pour spécifier que la nouvelle entité s'appelait plutôt Amazone. Au départ et à la base de cette association, des jeunes de la ruelle Vaillant, la famille Surpris Gaby et co, et aussi les sœurs Toussaint, Evelyne, Magguy, Edith, qui habitaient à l'impasse Lavaud, qui seront le noyau de base, les premières joueuses de l'équipe, Amazones a bien vite grandi. Et, en tant que doyenne, deviendra une des associations les plus actives du football féminin, ayant bâti un joli palmarès, une solide réputation, ayant même été finaliste du premier championnat d'été joué à Pétion-Ville, devant Excelsior féminin vainqueur. Amazones a produit des joueuses de grand talent.

Outre d'être la doyenne des associations de football féminin, Amazone restera la première équipe féminine à effectuer un voyage à l'étranger. En sus de celles, dont nous avons parlé plus haut, Amazone a produit des joueuses qui ont marqué le football féminin haïtien. On ne saurait oublier la buteuse, qui enflammait, aux premiers temps, le parc Sainte Thérèse, la belle Marie Françoise Beaudry, devenue médecin, ne pouvant donc, dommage, faire une longue carrière dans le beau jeu. D'autres joueuses remarquables, Elsie Jolicoeur, la talentueuse gardienne, Dr Jessie Pierre, la brillante demie, Maud Solon, la solide défenseuse, Kettly Germain, l'ailière Marie Carnel « Mamoune » Devilme, Maggie Gaston, Yvanne Desgrottes, Hansy Raymond Lescouflair, l'élégante et talentueuse Yaëlle Timmer, la brillante ailière Marjorie Célestin, les sœurs Perdriel, Margareth Juste, la brillante Evelyne Fremont, les Amazones ont eu la chance d'être animées par un groupe de dirigeants dynamiques et visionnaires, dont un président passionné et dynamique, l'ingénieur Lionel Vil, un animateur formidable, Me Marc Aurèle François, M. René Durant, Me Jean Lindor, Dr Fritz Guillaume, M. Golièvre Égalité, Mme Robert Denis, Ronald Matador, le Dr Pierre Vincent, les frères Casimir, Evans Lescouflair, Mario Léandre, Necker Bellevue, Jean Marie Hyppolite, Alix « Kado » Avin, des éducateurs de grand renom, des personnalités dont le rayonnement a contribué au lancement et au rayonnement du football féminin national.

Yaëlle Timmer, élégante meneuse de jeu des Amazones (1979-2012) ; aujourd'hui cadre supérieur de banque

Amazones restera dans l'histoire, également le premier club haïtien de football féminin avoir effectué une tournée à l'étranger, en été 1973, aux Antilles françaises, grâce au dynamisme de l'ingénieur Lionel Vil, renforcée de Marie Antoinette et de Rose Gauthier, Yolette Simon, des Tigresses, des stars Angélique Docteur et Analtide Pierre, des Gladiatrices, Amazones, dirigée par trois apôtres du beau jeu : Franck Civil, Jean Marie Hyppolite et Alix Avin, cette équipe a offert des festivals de jeu chatoyants; elle a conquis les Antilles faisant à chaque sortie « *la une* » du journal local *France Antilles*, pour ses prestations merveilleuses, faisant le bonheur de la nombreuse colonie haïtienne vivant là-bas.

Amazones a donc été d'un apport énorme au football féminin haïtien, et au football féminin tout entier, des joueuses comme Françoise Beauduy, Yvanne Desgrottes, Kettly Germain et, surtout, l'élégante demie et meneuse de jeu Yaëlle Timmer, également talentueuse volleyeuse internationale, entre autres, ont marqué leurs temps. La flèche Anna Marie Jean, attaquante ultra rapide, buteuse impénitente, aujourd'hui entraîneuse et formatrice de jeunes joueurs et joueuses, dans son académie, au Fort National, etc.

Debout, de gauche a droite, Angelique Docteur, Yael Timmer, Margarette Perdriel, Eveline Jean, Lafleur, Silotte Boue, Ana Marie Jean.

Dommage, avec le temps et le retrait de ses dirigeants historiques, Amazones avait arrêté ses activités, se retirant même complètement du football féminin. Heureusement, à l'instigation de quelques anciens, dont Roland Pierre, devenu président, compris quelques anciennes joueuses, notamment Évelyne Fremont, le club revient dans le circuit, mais prendra du temps pour retrouver la splendeur des belles années d'il y a quelques années.

Officiellement Amazones Sportif Club a été fondé, le 25 décembre 1971. Donc, d'ici une semaine, le club comptera 50 ans, un demi-siècle, une date qu'il faudra marquer, rendre hommage à tous les membres et avoir une pensée pour les nombreux membres passés à l'Orient éternel, Marc A. François, Paul Jeanty, etc.

Déjà, Ad multos anos !

J.B.

Le Comité olympique haïtien (COH) a enfin son propre local

Par Ricot Saintil

Après 107 ans d'existence (1914), le Comité olympique haïtien, a procédé, le vendredi 10 décembre 2021, à l'inauguration de son propre local, situé à Impasse Garnier, Bourdon 24. Un bâtiment flambant neuf avec une façade arborant le sigle de l'institution, COH, et les anneaux olympiques représentant l'olympisme. Pour l'occasion, les membres du Comité exécutif, dirigé par le Dr Hans Larsen, les autorités étatiques, représentées par le Premier ministre Ariel Henry, et le chef de Cabinet du, Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action civique (MJSAC), Tholbert Alexis, les représentants de la Banque de l'Union Haïtienne (BUH) et de l'AIC, partenaires du COH, ainsi que les journalistes sportifs se sont retrouvés dans une ambiance festive pour marquer historiquement cet accomplissement majuscule de l'organisme olympique d'Haïti.

Pour une institution plus que centenaire, l'inauguration de son siège social, après toutes ses années d'existence, ne devrait pas être un exploit. Néanmoins, pour le nouveau Comité exécutif, même si Hans Larsen est à son deuxième mandat, c'est un défi de taille, qu'il a relevé, en dotant le COH de son propre local, d'une architecture qui met en exergue l'art dans toute sa beauté. Le bâtiment est construit à des fins spécifiques. Des bureaux sont construits pour le Comité exécutif, d'autres pour héberger les fédérations affiliées au COH, dépourvues, pour la plupart, de structures nécessaires à leur fonctionnement.

Le Comité olympique haïtien dont son fonctionnement dépend du Comité olympique international (COI), a dû compter sur le support de Panam Sport, de Solidarité olympique et de ses nouveaux partenaires locaux, la BUH et l'AIC pour réaliser la construction du bâtiment. Le président du COH, Dr Larsen, parle de la « *concrétisation d'un rêve*». Aussi a-t-il précisé : « *Cette réalisation est le fruit de nombreux sacrifices, nous nous sommes donnés pour tâche, après l'élection de notre Comité, á la tête du COH, en 2020, de doter l'institution de son propre local. 445 jours après, nous l'avons fait* », propos déclarés avec une joie débordante sur son visage. Conscient des difficultés auxquelles font fait face les athlètes haïtiens, qui ne parviennent pas à briller dans les jeux, M. Larsen promet de mettre les bouchées doubles, afin d'assurer une meilleure représentation d'Haïti aux Jeux olympiques, Paris 2024.

Dr Hans Larsen, directeur du Comité olypique haïtien.

Plusieurs grosses personnalités ont assisté à l'inauguration du nouveau local du COH. Le premier ministre Ariel Henry, l'ambassadeur de Taiwan, Wen-Jiann Ku, le consul d'Espagne, Ibán Prieto, Philippe Vorbe, ancienne gloire des Grenadiers et de plusieurs dirigeants de fédérations sportives. Le patron de la BUH et de l'AIC, Olivier Barrau, présent aussi, à l'inauguration, promet de mobiliser d'autres entreprises du secteur privé pour venir épauler le COH dans sa mission de promouvoir les valeurs olympiques, de travailler à l'épanouissement et au bien-être des jeunes.

Du haut de ses 107 ans d'existence, le Comité olympique haïtien n'a pas connu la gloire. Les prédécesseurs des membres de l'actuel Comité exécutif ne devraient en aucun cas être fières de leur passage au sein de l'insti-

Suite en page 13